Burundi : l'Onu dénonce une « peur profonde et généralisée »

La Libre Belgique, 17 juin 2017 La Commission d'enquête de l'Onu sur le Burundi a dénoncé jeudi 15 juin devant le Conseil des droits de l'homme, un sentiment de peur profonde et généralisée au Burundi. Alors que le gouvernement de Pierre Nkurunziza qui est resté au pouvoir malgré l'interdiction expresse de passer la présidence faite par l'Accord de paix d'Arusha refuse d'admettre les enquêteurs sur le sol burundais, ceux-ci ont interviewé de nombreux Burundais réfugiés en Tanzanie, au Rwanda, en Ouganda, en RDCongo, au Kenya. Quelque 400 000 Burundais ont fui la répression dans leur pays et l'Onu estime que leur nombre pourrait atteindre 500 000 (pour 11 millions d'habitants) à la fin 2017.

Disparitions forcées et torture Les résultats de cette enquête confirment les pires craintes de la commission sur l'ampleur et la gravité des violations des droits de l'homme commises au Burundi. Elle a recueilli des témoignages sur des exécutions extra-judiciaires, des disparitions forcées souvent accompagnées de demandes de rançon à la famille pour libérer le détenu des actes de torture (en particulier sexuelles) avec injection de produits non identifiés, des arrestations et détentions arbitraires. Ces sévices, d'un caractère particulièrement cruel et brutal, sont généralement perpétrés par des agents du Service national de renseignement et des policiers, parfois aidés par des membres de la milice du parti au pouvoir, les Imbonerakure. Insultes ethniques mais répression tous azimuts « Dans plusieurs cas, les actes de torture et les mauvais traitements ont été accompagnés d'insultes violentes et de menaces de mort, y compris à caractère ethnique ». Les témoignages indiquent cependant que les victimes sont ciblées, le plus souvent, en raison de leur opposition présumée au gouvernement, quelle que soit leur ethnie. La Commission d'enquête a également recueilli des témoignages sur des violences sexuelles infligées particulièrement aux femmes apparentées à des opposants politiques. La Commission d'enquête avait souligné dans un rapport précédent, en mars dernier, que « par rapport à 2015 », année de l'exacerbation de la répression contre ceux qui protestaient contre la prolongation au pouvoir du président Nkurunziza, alors en fin de mandat, les violences aujourd'hui semblent être commises d'une manière clandestine, avec une multiplication des disparitions forcées et des lieux de détention non officiels ».

À

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});